

*The Challenge of Coexistence* (A study of Soviet economic diplomacy), par MILTON KOVNER. Un vol., 6 po. x 9¼, relié, 130 pages — PUBLIC AFFAIRS PRESS, 419, avenue New Jersey, S.-E., Washington 3, D.C, 1961 (\$3.25)

Camille Martin

Volume 37, numéro 1, avril-juin 1961

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001629ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001629ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, C. (1961). Compte rendu de [*The Challenge of Coexistence* (A study of Soviet economic diplomacy), par MILTON KOVNER. Un vol., 6 po. x 9¼, relié, 130 pages — PUBLIC AFFAIRS PRESS, 419, avenue New Jersey, S.-E., Washington 3, D.C, 1961 (\$3.25)]. *L'Actualité économique*, 37(1), 199–200. <https://doi.org/10.7202/1001629ar>

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1961

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

En résumé, l'essai de M. Falardeau expose: la création de l'État canadien; la participation canadienne à la guerre du Transvaal; le projet de marine canadienne de 1910; la crise de l'enrôlement de 1917-1918; le plébiscite d'avril 1942, durant la seconde guerre mondiale.

Camille Martin

**The Growth of Democratic Government**, par DELBERT F. BROWN. Un vol., 6¼ po. x 9¼, relié, 117 pages.— PUBLIC AFFAIRS PRESS, 419, avenue New Jersey, S.E., Washington 3, D.C., 1959. (\$3.25).

En vérité, ce n'est que péniblement, donc lentement, que la démocratie s'est frayé un chemin à travers le monde. En effet, ce n'est pas une découverte des temps modernes. On retrouve des vestiges de démocraties dès avant l'ère chrétienne avec Athènes, Carthage et la République romaine. À cette époque, il n'était évidemment pas question de gouvernement représentatif, pas plus d'ailleurs que, beaucoup plus tard, à l'époque de la Venise des Doges et des Villes-États de l'Italie et de l'Allemagne. L'Islande en 930, l'Espagne (le royaume d'Aragon) en 1162, et l'Angleterre en 1265, sont les premiers pays à se donner un gouvernement représentatif. Après 1789, la France, les États-Unis, plusieurs pays d'Europe et d'Amérique latine suivent l'exemple. En fait, la formule du gouvernement représentatif est la véritable formule de démocratie, celle qui a fait éclater les cadres anciens.

Mais la démocratie est, paraît-il, une fleur assez délicate. Des 26 démocraties de 1918 (soit l'Europe entière, sauf la Russie), 13 seulement avaient survécu au début du deuxième conflit mondial. Depuis lors, plusieurs pays d'Asie et d'Afrique ont adopté des formes de gouvernement plus ou moins démocratiques. On peut d'ailleurs affirmer qu'en matière de démocratie les succès complets ont été plutôt rares.

La plupart de nos démocraties encore vivantes ont vu le jour durant le premier quart du siècle dernier. L'expérience est donc assez longue pour être valable, et il faudrait en tirer profit, ce dont on ne semble pas s'être beaucoup soucié jusqu'ici. Il est donc grand temps d'analyser et de comparer les résultats des divers types d'organisation démocratique, afin d'en éliminer les formules les moins heureuses et de concentrer ses efforts sur celles qui ont connu le plus de succès. Il se peut que l'avenir de la démocratie dépende dans une large mesure de l'usage que les hommes d'État sauront faire de l'expérience acquise. Si on veut que la démocratie survive, il faut qu'elle atteigne à l'efficacité maxima.

Camille Martin

**The Challenge of Coexistence** (A study of Soviet economic diplomacy), par MILTON KOVNER. Un vol., 6 po. x 9¼, relié, 130 pages.— PUBLIC AFFAIRS PRESS, 419, avenue New Jersey, S.E., Washington 3, D.C., 1961. (\$3.25).

Depuis la disparition de Staline, l'U.R.S.S. a abandonné sa politique d'agression ouverte envers l'Ouest au profit d'une politique volontairement vague et

mal définie de « concurrence économique ». D'abord imaginée comme simple manœuvre destinée à détourner l'attention, cette nouvelle forme de coexistence pacifique est devenue partie intégrante de la stratégie soviétique. Devant les risques d'une guerre nucléaire, Khrushchev a évité les heurts belliqueux prévus par Lenine et Staline pour la période de transition du capitalisme au communisme, et décidé de porter son effort sur le terrain économique. C'est là, à son avis, que ne peut manquer de s'affirmer la supériorité du communisme.

L'U.R.S.S. espère attirer dans son orbite les pays sous-développés, et priver ainsi l'Ouest de ces marchés, de ces sources de main-d'œuvre bon marché, de ces réservoirs de matières premières. Elle espère aussi miner le moral des pays capitalistes et amoindrir leur volonté de résistance devant l'encerclement croissant des pays sous domination communiste. L'affaiblissement du monde non communiste devrait assurer, sans conflit majeur, le triomphe du communisme.

Il est bien entendu que la nouvelle politique soviétique de coexistence ne traduit pas une perte de la foi en la victoire finale du communisme; elle ne signifie pas non plus l'abandon de l'idéologie de la lutte des classes. Au contraire, elle présuppose une recrudescence de la lutte à la fois sur les terrains politique, idéologique et économique. Si l'on ne veut plus considérer le conflit armé comme inévitable, c'est simplement parce qu'à l'âge atomique la guerre n'est plus regardée comme instrument efficace de politique extérieure. Devant cette offensive d'un genre nouveau, il est donc de la plus haute importance de saisir, lorsqu'il s'agit de l'U.R.S.S., le rapport qui existe entre le commerce extérieur et une politique extérieure faisant de la concurrence économique le facteur dominant de la lutte entre l'Est et l'Ouest, en lieu et place de la violence révolutionnaire d'autrefois. Le présent ouvrage a donc pour but de mettre en lumière les visées de la politique économique étrangère des Soviets, dans le contexte de la concurrence décisive qui se manifeste entre les mondes communiste et non communiste. Il constitue une enquête sur les tactiques et les objectifs de cette politique et en évalue les conséquences pour le monde libre.

Camille Martin

**North Africa: Nationalism to Nationhood**, par LORNA HAHN. Un vol., 6¼ po. x 9¼, relié, 264 pages. — PUBLIC AFFAIRS PRESS, 419, avenue New Jersey, S.E., Washington 3, D.C., 1960. (\$6).

C'est depuis que l'Afrique du Nord s'agite, c'est-à-dire depuis qu'elle met à l'épreuve la politique extérieure des États-Unis, que Mlle Hahn s'intéresse à ces pays et en étudie les peuples et leurs problèmes. Pour toutes sortes de bonnes raisons (parmi lesquelles la volonté d'affirmer la puissance des Nations-Unies, la peur de passer pour agents du capitalisme international, le désir de ménager les susceptibilités), les États-Unis ont adopté en politique internationale, selon l'auteur, une attitude d'intervention minima qui les a placés dans une fâcheuse position et leur a fait manquer beaucoup d'occasions.

En Afrique du Nord, d'autre part, la situation s'est trouvée compliquée par un manque de connaissances des problèmes de base. On comprend maintenant